

ALLOCUTION D'ACTUALITE CE UL DU 01/07/2013

Cher-e-s camarades,

La situation de la France se dégrade à grande vitesse. Notre pays va entrer en récession selon le FMI et selon le Haut Conseil des Finances Publiques. Les déficits vont se creuser, non seulement ceux de l'état mais surtout ceux des comptes sociaux qui reposent sur les cotisations sociales. Du coup, de nouveaux trains de mesure, de nouvelles coupes budgétaires vont encore avoir lieu dans les comptes publics et sociaux. De nouveaux prélèvements vont être décidés en même temps que de nouvelles baisses de prestations.

Malheureusement, tout cela va aggraver la situation économique de cette année, de l'année prochaine et des années à venir. Tout un chacun va donc se trouver bientôt au pied du mur **ou bien subir en silence ou bien entrer dans l'action pour changer tout ça.**

La spirale dépressive est à l'œuvre dans toute l'Europe. Bientôt les Allemands seront eux aussi plus rudement frappés que cela ne se voit aujourd'hui.

Non content de saigner à blanc le peuple grec par ses plans d'austérité se succédant les uns aux autres, **le gouvernement grec** comme en d'autres temps obscurs, **a fermé les écrans de la télévision publique le 12/06.** Outre le fait que des milliers d'emploi ont été impactés, ce sont la démocratie et le pluralisme qui ont été foulés au pied !

Toutes ces souffrances sont pourtant aussi vaines qu'inutiles comme nous en avons eu la preuve partout où ce type de politique a été mise en place. Cette situation va pousser plus loin les logiques de braderie et de pillage, c'est d'ailleurs déjà parti fort en France.

De l'argent pourtant, il y en a, dans les multinationales, dans les coffres des possédants, dans les banques, ici, ou dans les paradis fiscaux, sur les marchés financiers, partout dans le monde. Il circule, il se cache, il est surabondant. C'est cet argent qui ne va pas à l'investissement productif, au logement, au développement des services publics, à la protection sociale. C'est cet argent qui manque en fin de mois aux salariés condamnés aux petits salaires, au chômage, aux petites retraites ou aux minima sociaux.

Pour la 1^{ère} fois depuis des décennies, les salariés, les retraités, les demandeurs d'emplois voient leur pouvoir d'achat diminuer. Pour des millions de familles, cette situation est socialement catastrophique. Dans de nombreux foyers, on a restreint la nourriture, le chauffage, les soins dentaires et d'optique après avoir abandonné les loisirs et les vacances.

La consommation du plus grand nombre se réduit avec des conséquences immédiates sur l'activité économique. Après nous avoir expliqué que l'austérité, la rigueur, la réduction des déficits publics, la baisse du soi-disant « coût du travail » étaient les seules solutions possibles pour sortir de la crise, le doute s'installe « et si nous nous étions trompés », s'interrogent certains économistes, médias et élus politiques.

La CGT n'a cessé au cours des dernières années d'affirmer que seule une revalorisation du travail, notamment par l'augmentation significative des salaires, mais aussi des pensions et des minimas sociaux permettraient de sortir de la crise.

Nous l'avons également crié haut et fort pendant **la semaine d'action coordonnée du 7 au 14 Juin** à l'initiative de la Confédération Européenne des Syndicats pour **changer de cap et contre les politiques d'austérité.**

Le 11/06, la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat appelait à la grève, le 13/06 ce sont les Cheminots, les Mines Energies et La poste qui étaient un millier dans les rues de Lyon. Le 14/06, ce sont les transports urbains qui se sont fait entendre. Le 15/06, la Fédération de la Santé manifestait à Paris pour exiger un grand service public de santé et d'action sociale.

Cette semaine d'action s'est conclue dans le Rhône le **19/06** par un PIQUE-NIQUE REVENDICATIF où plus de 300 militant-e-s de la CGT ont participé à un barbecue géant Place Guichard à Lyon.

On ne nous fera pas croire que la politique d'austérité en vigueur sous Nicolas SARKOZY, toujours en vigueur avec le gouvernement AYRAULT et sanctuarisée à l'échelle de l'Europe, serait une erreur d'analyse. **L'austérité constitue un choix politique dicté par la pression des grandes entreprises, des grands groupes et des marchés financiers.**

Oui, il est urgent de changer cette logique ! Oui, il est urgent de revaloriser les salaires, le SMIC, les pensions, les différentes allocations, ... !

La Conférence Sociale des 20 et 21 juin dernier aurait dû être traversée par cette question des revenus. Cela n'a pas été le cas et c'est une déception. La question de l'emploi n'a pas n'ont plus été abordée, c'est inadmissible. Les deux seules maigres satisfactions sont une avancée sur le contrôle des fonds publics et un engagement de la réglementation des stages à notre demande.

Autour des tables rondes de la conférence sociale et partout ailleurs, on ne cesse de répéter que les salariés coûtent trop cher. Mais ce sont eux qui, par leur travail, créent la richesse. Le problème n'est pas le soi-disant « coût du travail » mais le problème c'est bien celui du coût du capital.

Pour sortir de la crise, la CGT fait des propositions : Augmentons d'abord les salaires. Développons l'emploi. Protégeons les salariés des aléas de la vie professionnelle et sociale. C'est notre syndicalisme qui a été créateur de notre sécurité sociale, de nos retraites par répartition, de l'assurance maladie, des allocations familiales, de l'assurance chômage...

C'est notre syndicalisme également qui propose et revendique le NSTS (le Nouveau Statut du Travail Salarié) pour un droit du travail protecteur pour les salariés avec une sécurité sociale professionnelle et la continuité du contrat de travail.

Or, c'est ce droit du travail, dans lequel coupe à la hache l'Accord National Interprofessionnel (l'ANI) du 11 janvier dernier et sa transposition dans la loi écrite par le MEDEF. Celle-ci protège les employeurs et flexibilise davantage les salariés. Un comble ! De la flexibilité, du dumping social, des chantages patronaux il y en a déjà trop.

Beaucoup de salariés ne mesurent pas encore combien cet accord leur sera préjudiciable. Le gouvernement actuel a une responsabilité car il a cédé aux injonctions du MEDEF sur le contrat de travail, sur la mobilité et la flexibilité.

Mais qui fait la loi dans ce pays, ce sont les employeurs ou les élus et le gouvernement ?

L'annonce du gel du point d'indice des fonctionnaires pour la 4^{ème} année consécutive ainsi que les orientations du Rapport Moreau ne vont pas dans le bon sens. Ce dernier préconise, la poursuite de l'allongement de la durée d'assurance à 43 voire 44 annuités. Préconise, une modification du calcul de la pension des fonctionnaires, en remplaçant la référence au salaire des six derniers mois par le salaire annuel moyen des dix dernières années. Préconise, la désindexation de l'ensemble des pensions et une augmentation des cotisations. Toutes ces mesures antisociales seront détaillées et commentées en séance par Eric BIBAUT.

Avec les dérapages autour de la loi sur le mariage pour tous et avec les manifestations de Frigide Barjot et d'autres excités, la droite traditionnelle a découvert une radicalité difficile à contenir. De son côté, l'extrême-droite officielle, Lepéniste, a eu elle aussi beaucoup de mal face à des secteurs qui l'ont débordé. Les catholiques intégristes, les groupuscules fascistes ont fait leur réapparition comme dans les heures les plus sombres de l'histoire de France.

Les antisémites et xénophobes d'hier sont devenus les racistes antimusulmans et homophobes d'aujourd'hui.

Oui, comme dans les années trente la « bête immonde est de retour ». Plus que jamais, il faut l'unité de toute la CGT face à ces mouvements qui ne prônent qu'individualisme, repli sur soi et division du monde salarié. Une seule réponse : notre action collective pour l'égalité des droits qu'ils soient civils avec le « mariage pour tous » ou sociaux avec la conquête de nouveaux droits au travail. La participation de l'UD CGT à la marche des Fiertés le 15/06 à Lyon a permis de montrer toute notre solidarité.

Nous nous devons dans le respect du préambule des statuts de notre CGT d'agir pour une société démocratique, libérée de l'exploitation capitaliste et contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie et toutes les exclusions.

Racisme et violence n'ont pas leur place en démocratie, l'agression mortelle de Clément MERICK dans la nuit du 06/06 se situe dans ce même contexte de montée très forte des idées d'extrême droite, des propos et des actes xénophobes, portés par des groupuscules nationalistes.

Fidèle à son histoire, la CGT doit jouer son rôle pour faire reculer ces idées d'extrême-droite. Regrettons que les autres organisations syndicales, au nom du refus de faire de la politique, ne s'engagent pas contre ces idées contraires aux intérêts des salariés. Il faut donc que chacune et chacun d'entre-nous combatte sans relâche toutes ces formes de fascismes afin que l'histoire ne se répète pas.

Les 13 et 14/06, 27 membres de la CE étaient réunis à Chamrousse pour dessiner les contours de l'organisation et le fonctionnement de la nouvelle direction de l'UD. Deux jours très conviviaux qui ont permis de mieux se connaître dans des groupes de travail très constructifs.

Nous allons pouvoir, lorsque tout sera en place, mieux organiser les rendez-vous à venir et d'ailleurs nos agendas commencent à bien se remplir.

Depuis mercredi, le Procès du Comité d'Entreprise Régional de la SNCF s'est ouvert. La justice se concentre essentiellement sur la formation des élus. Le véritable objectif de ce

procès est d'affaiblir les organisations syndicales des cheminots, connues pour défendre vaillamment les salariés ! C'est une attaque très grave pour les droits des cheminots.

Le 13/07, le Tour de France fait étape à Lyon, il traversera le département et les territoires des unions locales de Thizy, Villefranche et les 4 UL de Lyon. Ce sera une belle occasion pour les UL d'organiser des points fixes sur le parcours afin d'être visible et de débattre avec le public présent en attendant la course.

Le 14/07, le Tour prendra son départ de Givors où l'UD a décidé d'organiser un départ fictif d'un peloton CGT en présence de Thierry LEPAON quelques heures avant le départ réel des coureurs. Camarades, à vos vélos !!!

A la rentrée, **le 09/09, un grand meeting interrégional à Lyon** est d'ores et déjà programmé à la Bourse du Travail avec Thierry LEPAON pour changer des discours habituels. Il faut en parler dès aujourd'hui dans nos syndicats afin de réussir ce rendez-vous qui lancera la bataille contre la prochaine réforme des retraites.

Quelques jours plus tard, vraisemblablement **le 12/09, une journée d'action nationale interprofessionnelle et unitaire** est en préparation. Il faut déjà commencer à mobiliser afin de la réussir. Ce sera l'occasion pour les boîtes en luttés dans le département de venir nombreux se faire entendre. Les KEM'ONE, SAMADA, ADECCO, BOSCH, VENINO'V, SOLVAY Rhodia, BIOMERIEUX, SANOFI, La Mouette/ELITS, CHU LYON, CHS VINATIER, la DIRECCTE, LA POSTE, les TCL, les territoriaux, les retraités... tout le monde doit entrer dans l'action.

Le 05/11 à Roanne, est également une date à inscrire sur nos agendas. Nous appelons tous les militants, militantes, salariés, retraités, jeunes, tous les citoyens et citoyennes, comme la décidé le CCN, à se mobiliser et à participer massivement à cette journée d'action nationale à Roanne pour obtenir une loi d'amnistie sociale, pour les libertés d'expressions et syndicales et pour accompagner nos 5 camarades convoqués devant le TGI.

Quelques mots, pour terminer cette allocution, sur le ministère de la Défense et la parution du Livre Blanc sur la Défense et la sécurité nationale.

Le ministère de la Défense n'est pas un ministère comme les autres. C'est un des piliers régaliens de notre République. Il est le garant de notre souveraineté et de notre indépendance nationale. Le ministère de la Défense participe également à de nombreuses missions de service public comme les hôpitaux du Service de Santé des Armées, la sécurité civile avec les plans POLMAR (pollution maritime) et ORSEC (inondation), la surveillance des gares et des aéroports avec le plan VIGIPIRATE, la surveillance de l'espace aérien et l'organisation des Journées Du Citoyen (JDC).

Le ministère de la Défense n'est pas constitué que de militaires mais également de personnels civils contractuels, de fonctionnaires et d'ouvriers de l'état.

Le Livre Blanc réaffirme le plein « engagement de la France au sein de l'OTAN ainsi que le maintien de la dissuasion nucléaire » en dépit des contraintes budgétaires. Il s'agit de la continuité du précédent Livre Blanc qui inscrit à nouveau la France et ses industries de défense dans une logique guerrière sous l'égide des Américains et nous l'avons vécu ces dernières années

avec les interventions françaises en Afghanistan, en Libye en Côte d'Ivoire et plus récemment au Mali.

La CGT rappelle sa revendication d'un désarmement progressif de la dissuasion nucléaire qui grève le budget de la défense. D'ailleurs, dans le cadre de la campagne **pour l'abolition de l'arme nucléaire**, la CGT du Rhône est coorganisatrice de la conférence débat sur cette question **ce vendredi 28 juin 2013 à 18h30** à « l'Espace 101 », Bd des Etats Unis – Lyon 8^{ème}.

Le Livre Blanc prévoit une réduction de 24 000 emplois (civils et militaires) supplémentaires pour les années 2015-2019 s'ajoutant aux 54 000 qui étaient déjà programmés par le précédent Livre Blanc de 2008.

Entre 2008 et 2019, c'est-à-dire une décennie, ce ne seront pas moins de 78 000 emplois directs qui sont et seront supprimés. Le MINDEF est le plus grand licencié de France.

C'est donc un nouveau plan social que vient d'annoncer le ministre avec en perspective de nouvelles restructurations et fermetures d'établissements au sein du ministère mais aussi pour les industriels et la sous-traitance.

Les armes n'étant pas des marchandises comme les autres, la CGT toute entière se doit de porter notre revendication de l'indispensable création d'un **Pôle Public National de Défense**. Cette orientation a d'ailleurs été réaffirmée lors de notre 50^{ème} congrès confédéral à Toulouse. Le Pôle Public National de Défense est le seul garant d'un encadrement public indispensable pour éradiquer le commerce des armes qui favorise les tensions internationales et fragilise la Paix.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter à toutes et à tous d'excellentes vacances estivales bien méritées. Elles sont tant nécessaire pour recharger les batteries tant sur le plan familial, que professionnel, que syndical et pour préparer une rentrée offensive.

Merci de votre attention.